



Ambassade d'Allemagne
Paris

Vers un espace public européen ?

Regards croisés franco-allemands sur les 100 premiers jours du gouvernement Merkel

Paris, le 30 janvier 2006



Ouverture

Thierry de Montbrial, directeur général de l'Ifri

Cette année a été particulièrement importante compte tenu des changements significatifs qui viennent de se produire en Allemagne, sur le plan de la politique intérieure, et des événements qui se sont produits non seulement en Europe mais aussi dans le monde (la tentative de rachat d'un groupe indien sur le groupe européen Arcelor). Je voudrais rappeler ma conviction personnelle quant à l'importance toujours primordiale de la relation franco-allemande : régulièrement apparaît l'idée selon laquelle la relation franco-allemande perd de son importance (par exemple au lendemain de l'élection de François Mitterrand, qui voulait privilégier la relation franco-britannique); en réalité, la relation franco-allemande est aussi importante que jamais. Jusqu'à la période de l'Union Européenne à 12 membres, le couple franco-allemand était un moteur, un centre des initiatives ; aujourd'hui, les choses sont plus compliquées mais sans une bonne entente entre France et Allemagne, rien n'est possible en Europe. En revanche, il ne suffit plus que l'Allemagne et la France soient d'accord sur une grande question pour que les choses se fassent : c'est une «condition nécessaire mais non suffisante pour la progression de l'Europe ». Il faut donc être particulièrement vigilant quant à cette relation.

Klaus Neubert, Ambassadeur d'Allemagne à Paris

J'ai quelques doutes sur la question de l'espace public européen, sur son existence ou du moins sur son état de santé. La relation franco-allemande est primordiale mais ne suffit pas et même au début de la construction, elle ne suffisait pas et devait prendre en compte le Benelux et l'Italie. Mais cette relation est effectivement une condition indispensable : la France et Allemagne sont les deux moitiés d'un même cœur de l'Europe, qui doivent battre au même rythme. Que serait le cœur de la carte de l'Europe sans ces deux pays ? Un grand vide.

L'attention a été beaucoup plus forte que d'habitude pour l'autre pays cette année : il y a eu le traité constitutionnel au début de l'année pour

lequel nous avons tous travaillé lors de manifestations diverses; l'annonce d'élections anticipées en Allemagne, qui a suscité un intérêt de la presse française; enfin, le résultat du 18 septembre qui a aussi surpris en France et provoqué un débat sur l'avenir du couple franco-allemand. Deux grands partis forment un gouvernement en Allemagne, ce qui étonne en France : mais plus préoccupant est le fait que la connaissance du pays de l'autre est assez limitée, même si beaucoup de personnes s'intéressent à l'autre pays. En effet, si l'on regarde l'opinion publique, même chez les élites, les différences de tradition politique, historique ou législative rendent la compréhension profonde difficile et ne clarifient pas les choses. Nous avons des histoires mêlées mais chaque pays a eu son développement propre et c'est là toute la problématique et la difficulté pour l'Union Européenne : réussir à se construire dans la diversité.

Un des sujets de ce colloque sera le nouveau gouvernement d'Angela Merkel, formé depuis le 22 novembre, et Mme Merkel elle-même, qui est venue à Paris et qui s'est affirmée lors du sommet de Bruxelles tout en faisant « jeu d'équipe » avec la France. Nous sommes confrontés à beaucoup d'obstacles : résoudre les problèmes dans le fonctionnement des affaires européennes, réussir à convaincre nos citoyens de l'intérêt de l'UE, entreprendre une nouvelle phase de la construction. Nous sommes face à l'élargissement ou à des défis qui nécessitent un espace européen, mais les deux « non » au traité constitutionnel (et celui inavoué de l'Angleterre) montrent l'absence de consensus sur la démarche européenne et la faiblesse de l'espace public européen.

Le premier siècle de l'UE a été marqué par la volonté de changement, par des sacrifices très grands et la réalisation d'un socle ; mais ce socle ne résoudra pas les défis. Prendre en main les grands dossiers européens (PESC, politique de l'énergie, compétitivité...) doit être une nouvelle raison d'être de la France et de l'Allemagne et un essai de convaincre nos compatriotes européens.

Th. de Montbrial : Si l'Allemagne avait procédé à une consultation par référendum, le « oui » aurait-il été majoritaire ?

K. Neubert : C'est une bonne chose que les pères de notre constitution n'aient pas prévu le référendum pour ce genre de questions (ce fut différent pour le référendum sur la guerre d'Algérie, par exemple, qui représentait une situation extraordinaire). La démocratie, c'est la démocratie parlementaire et non pas celle de la rue : comment les tenants du « non » ont-ils imaginé l'avenir de la France et celui de l'Europe ? Comment peut-on enlever la France de l'Europe ? Maintenant les dirigeants français devront juger et peser quelles propositions ils pensent pouvoir faire au corps électoral français pour trouver une solution. Nous, Allemands, soutiendrons les dirigeants français lorsqu'ils auront choisi leur voie.



Th. de Montbrial : Les cultures politiques des pays européens sont très différentes, très contrastées sur la manière dont laquelle un système politique doit fonctionner : comment arriver alors à une constitution qui soit ressentie comme légitime par tous ? Les modalités d'exercice de la démocratie sont très différentes, et c'est une question qui mérite réflexion.